

Delle: pourquoi tout le monde s'en fout

Indifférence

La dette mondiale est aujourd'hui 40 % plus élevée qu'avant la crise de 2008. Et la dette privée a explosé, en particulier dans les pays émergents. La France n'échappe pas au phénomène : elle est le seul pays de l'UE avec le Luxembourg à avoir vu son endettement s'accroître 2017. Ces montants vertigineux sont « tenables » grâce au niveau des taux d'intérêt, à la croissance, à notre taille systémique. Sans oublier l'indifférence des Français.

Irène Inchauspé et Jade Grandin de l'Épaveur

« RÉPARER LE TOIT PENDANT qu'il fait beau » est devenue l'une des expressions favorites de Christine Lagarde. La directrice générale du FMI a trouvé ainsi une façon imagée d'expliquer qu'il faut profiter d'un cycle de croissance économique solide pour se désendetter afin d'être en mesure d'affronter la prochaine crise financière. En fin de semaine dernière elle a donc à nouveau, comme en octobre 2017, tiré la sonnette d'alarme, prévenant que l'économie mondiale est aujourd'hui plus endettée qu'au début de la dernière crise financière. « A 164 000 milliards

de dollars (132 618 milliards d'euros), soit près de 225 % du PIB mondial), la dette mondiale atteint un nouveau record » a-t-elle expliqué. Un facteur majeur de cette hausse est le secteur privé, qui représente les deux tiers du montant total d'encours d'endettement.

Droit de seigneuriage. Mais ce n'est pas tout. « La dette publique dans les économies avancées est à des niveaux jamais vus depuis la Seconde guerre mondiale : elle représentait en moyenne 105 % du PIB dans les économies avancées en 2017 », a-t-elle précisé. Nous n'avons pas

Insultes

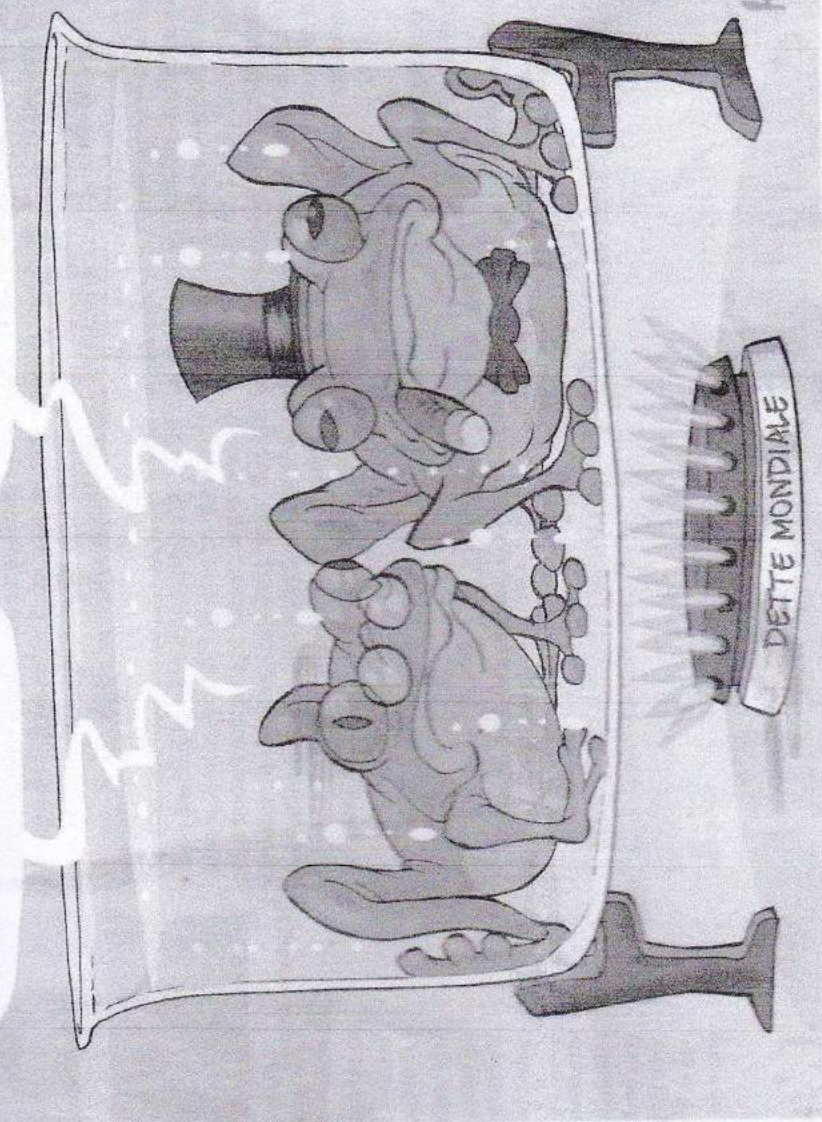
DIRECTEUR DE L'INSTITUT DE relations internationales et stratégiques (Iris),

huit minutes, avant que la police n'intervienne pour l'exfiltrer, mais en laissant libre ses agresseurs.

Son arrivée à Tel Aviv, à l'invitation du

C'EST CHAUD LÀ, NON ?

OUAIS, MAIS ÇA VA ENCORE.



encore atteint un tel niveau en France et selon les prévisions de Bercy la dette devrait reculer en fin de quinquennat. Mais « avec le Luxembourg, nous sommes le seul pays européen dont le ratio dette publique sur PIB a augmenté, passant de 96,6 % à 97 % l'année dernière », note François Ecalle, fondateur du site spécialisés dans les finances et les politiques publiques Fipeco, qui a épiluché les derniers chiffres d'Eurostat parus ce lundi.

What else ? « Les États-Unis continuent d'accumuler de la dette et la stratégie de Donald Trump consiste à substituer une politique budgétaire expansionniste à une politique monétaire qui deviendrait plus rigoureuse, explique à l'Opinion Denis Kessler, président de la SCOR. Mais ils disposent du droit de seigneuriage ». Ils bénéficient de ce que Jacques Rueff appelait « un déficit sans larmes » : les déficits américains sont fi-

nancés par l'émission de dollars accumulés dans le monde et jamais remboursés. Même indifférence de ce côté-ci de l'Atlantique : la dette publique augmente ? Tout le monde, ou presque, s'en moque. « A force de crier au loup, c'est à dire de répéter que la France est en faillite sans que cela ne se produise, plus personne n'y croit plus », note François Ecalle. « S'il y a un déficit d'information

Page 2

Pascal Boniface violemment pris à partie à l'aéroport de Tel Aviv

de gauche. Critique de la politique d'Iraël, il a pourtant reçu à l'Iris l'ambassadeur de ce pays, Alissa Bin Noun, pour une conférence en décembre dernier ce qu'un magazine juif jugeait alors

saires (2011). Accusé d'antisémitisme, il a publié en janvier dernier un livre (*Antisémitisme*, Max Milo) pour répondre au procès qui lui est intenté, revenant sur son itinéraire et son engagement d'homme

liste de géopolitique est, depuis 2001, au cœur de vives polémiques autour du conflit israélo-palestinien. Il a lui-même participé à ces échanges avec des

●●● Suite de la page 1

de l'opinion publique sur la dette, et des gens qui se sentent peu concernés, c'est surtout à cause de l'omniprésence d'un discours catastrophique, abstrait - des milliards qui défilent au compteur - et intéressé politiquement sur la dette, analyse pour sa part Benjamin Lemoine, Chercheur en sociologie au CNRS et à l'Irisso, université Paris Dauphine (PSL). Il faudrait expliquer au contraire, plutôt que de brandir la menace du montant, toutes les inégalités sociales qui passent à travers la dette.

Pourtant « Les Français savent compter », comme l'a rappelé Xavier Bertrand, le président de la région Hauts de France sur RTL. Ils savent donc que si votre voisin vous doit 10 000 euros, c'est lui qui a un problème. S'il vous doit 10 millions d'euros, c'est vous qui avez un problème.

« A force de crier au loup, c'est-à-dire de répéter que la France est en faillite sans que cela ne se produise, plus personne n'y croit plus »

C'est la fameuse règle du « too big to fail » : avec ses 2 200 milliards d'euros de dettes, la France représente un risque dit « systémique » : sa faillite serait un véritable séisme. Pour cette raison, « vue des investisseurs internationaux, nous sommes sous le parapluie de l'Allemagne, explique François Ecalle. Celle-ci peut laisser tomber la Grèce, mais pour eux, jamais elle ne laissera tomber la France ». Tant que cela dure... nous pouvons être imprudents à bon compte, nos « prêteurs » considérant que le risque que nous représentons est finalement assez proche de celui de l'Allemagne, c'est-à-dire minime.

Inflation des actifs. Ceci est d'autant plus facile que, pour limiter les effets de la crise financière de 2008, les banquiers centraux ont fait marcher la planche à billets et inondé

la planète de liquidités. Mais si cela a entraîné une inflation des actifs (financiers et immobiliers); la bonne vieille inflation, celle des biens et services qui efface opportunément la dette, n'a pas resurgi. « Dans la zone Euro, la dette représente 86 % du PIB, mais comme les taux sont bas, la charge de la dette est gérable » explique Stéphane Déo, stratège chez LBPAM (La Banque Postale Asset Management). On peut en effet, comme le fait la France, emprunter (195 milliards d'euros prévus en 2018) pour payer la dette qui arrive à échéance et rembourser les intérêts, nul ne s'en émeut. C'est déjà ce qu'expliquait fort drôlement Fernand en 1934 dans le film *François Premier* où il incarnait un conseiller du roi soucieux de remplir les caisses du royaume. Sachant aussi « qu'à long terme nous serons tous morts », comme le disait Keynes, pourquoi se préoccuper aujourd'hui de la dette, alors qu'il y a des problèmes de pouvoir d'achat, de chômage, de hausse de la CSG à gérer à court terme...

De même que nous voulons nous croire à l'abri du cancer ou des accidents de la route, nous ne voulons pas penser que l'explosion de la dette publique puisse remettre en question la pérennité de notre modèle social. Nulle envie de rajouter de l'anxiogène à l'inquiétant. « En économie, contrairement à la médecine, les victimes des effets secondaires sont souvent des personnes différentes de celles auxquelles le traitement s'applique » a coutume de dire le Prix Nobel Jean Tirole. Si nous ne réduisons pas notre dette publique, ce seront les générations futures qui s'en occuperont. A moins que les marchés financiers ne s'en mêlent ou que la croissance mondiale ralentisse fortement.

Sans oublier le risque majeur qui n'effleure jamais les gens : s'il y a un krach sur la dette privée, à l'image de la crise des subprime il y a dix ans, les Etats surendettés eux-mêmes ne pourront plus jouer le rôle de pompiers comme ce fut le cas lors de la crise de 2008 où l'on a substitué de la dette publique à de la dette privée, pour aider les ménages à s'en sortir.

@inchauspe 🐦 @JadeGrandin 🐦